



HAL
open science

Les PECO resistant

Marion Cochard

► **To cite this version:**

Marion Cochard. Les PECO resistant. Revue de l'OFCE, 2013, 130, pp.187-190.
10.3917/reof.130.0187 . hal-01025090

HAL Id: hal-01025090

<https://sciencespo.hal.science/hal-01025090>

Submitted on 17 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES PECO RÉSISTENT

Marion Cochard

Département analyse et prévision

Après une année 2012 en fort ralentissement, les pays d'Europe centrale et orientale ont connu un léger rebond de croissance au premier semestre 2013. Dans le sillage de la zone euro, de l'Allemagne en particulier, les économies de la zone bénéficient d'un regain de demande de l'extérieur et multiplient les signes de reprise. L'amélioration des perspectives de la zone euro à l'horizon de la prévision, de même qu'un assouplissement de la politique budgétaire, devraient sortir progressivement la zone de l'ornière au cours de l'année 2013. Le véritable rebond de croissance devrait se faire sentir à partir de 2014, avec une croissance économique moyenne de la zone à 2,4 %, contre 0,9 % en 2013. L'économie russe, quant à elle, voit sa croissance ralentir depuis la mi-2012, entravée par un risque de surchauffe. Compte tenu de nos prévisions de prix des matières premières, les perspectives de croissance de la Russie baissent à 2,9 % pour 2014.

Europe centrale

Après un premier trimestre 2013 en fort ralentissement, les Nouveaux Pays Membres (NPM) ont vu se multiplier les signes de regain d'activité à partir du deuxième trimestre. Dans la plupart des pays, la croissance du PIB est repartie à la hausse au deuxième trimestre, tirée à la fois par un rebond de la production industrielle et une accélération de la consommation des ménages. Dans les pays les plus ouverts, la croissance a surtout bénéficié de la reprise du commerce extérieur, grâce au rebond de croissance de la zone euro au deuxième trimestre. De plus, les importants ajustements structurels en matière budgétaire réalisés jusqu'en 2012 ont permis de réduire les déséquilibres dont souffraient la plupart des pays de

la zone, et ont laissé place à une politique davantage tournée vers la reprise de la croissance économique. Enfin, les pays d'Europe centrale semblent échapper à la défiance qui gagné la plupart des pays émergents d'Asie et d'Amérique latine. Les taux de change des pays de la zone se sont légèrement dépréciés depuis le début de l'année 2013, mais ils ont bien résisté en comparaison des autres pays émergents (avec des dépréciations ne dépassant pas 3 %). Ce qui est d'autant plus remarquable qu'ils avaient été les premiers affectés par la volatilité du change au cœur de la crise en 2009. Cette résistance s'explique probablement par la diminution du risque de change perçu, consécutif à la réduction drastique des déséquilibres qui caractérisaient la zone avant la crise (déficit publics et courants).

Tableau 1. Politique budgétaire

	déficit 2012	Impulsion budgétaire			
		2012	2013	2014	2015
Pologne	-3,9	-2,2	-1,1	-0,3	-0,1
République tchèque	-4,4	-1,8	-0,2	0,2	0,3
Hongrie	-2,0	-4,9	1,3	0,7	0,2
Roumanie	-2,9	-1,3	-1,4	-0,7	0,0
Bulgarie	-0,8	-1,5	0,1	0,4	0,0
Lituanie	-3,2	-1,2	-1,0	-0,5	-0,2
Lettonie	-1,2	-0,4	0,7	-0,2	0,1
Peco	-3,3	-2,3	-0,5	-0,1	0,0

Sources : Programmes de stabilité, Commission européenne.

À l'horizon de la prévision, les économies d'Europe centrale continueront d'évoluer dans le sillage de la zone euro. Tirés par la reprise progressive du commerce extérieur en zone euro, bénéficiant d'un important assouplissement budgétaire (notamment en Hongrie et République tchèque, à la faveur d'une année électorale, tableau 1), ils verront leur croissance repartir progressivement, pour atteindre +2,2 % en moyenne sur la zone pour l'année 2014 et 2,5% en 2015, après +0,9 % en 2013 (tableau 2).

Tableau 2. Ex-bloc de l'Est : résumé des prévisions de croissance

Variations par rapport à la période précédente, en %

Croissance du PIB	Poids	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Nouveaux pays de l'UE :	34,4	2,1	3,2	0,7	0,9	2,2	2,5
- Pologne	13,8	3,9	4,5	1,9	1,0	2,3	2,5
- République tchèque	5,7	2,5	1,8	-1,3	-0,7	1,7	2,2
- Hongrie	4,9	1,3	1,6	-1,7	0,3	1,3	1,4
- Pays baltes	2,2	1,2	6,3	4,2	3,3	3,8	3,6
Russie	46,4	4,5	4,3	3,4	2,2	2,9	2,8
Autres CEI ¹	17,9	6,0	5,9	2,6	2,4	4,0	3,6
Total	100,0	3,7	4,1	2,3	1,8	3,0	2,8

1. Communauté des États indépendants.

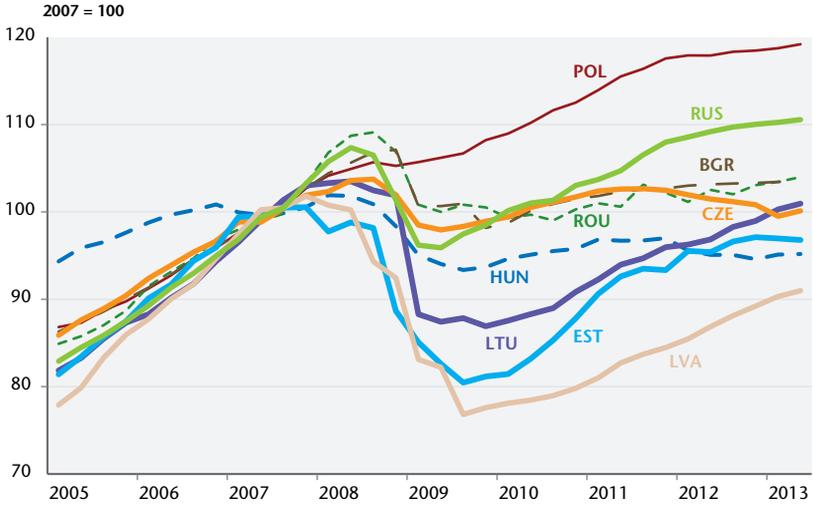
Sources : Comptes nationaux, calculs et prévision OFCE octobre 2013.

Russie : en panne sèche

Après un début d'année 2012 en forte croissance, la Russie a connu un ralentissement de son économie au second semestre 2012. Ce ralentissement s'est amplifié au premier semestre 2013, avec une croissance en glissement annuel de 1,6 % au premier trimestre, et 1,2 % au deuxième trimestre (contre 3,4 % de croissance pour l'année 2012). La croissance russe demeure très dépendante des matières premières non-agricoles – qui représentent 70 % des exportations russes, et la moitié des revenus de l'État –, et a donc pâti de la décreue des recettes pétrolières au premier semestre 2013. Dans le même temps, la production industrielle a stagné tout au long du semestre, l'investissement s'est contracté, ce qui n'a pas empêché le taux d'utilisation des capacités de production de continuer sa progression. L'économie russe continue donc à souffrir du « syndrome hollandais », et voit son industrie affecter un peu plus chaque année son potentiel de croissance. La croissance russe repose donc principalement sur la consommation, en partie alimentée par les ressources pétrolières et gazières, mais dont l'expansion ralentit depuis le début d'année. Dans ce contexte, les marges de manœuvre en matière de politique économique apparaissent limitées : d'abord, la baisse des recettes pétrolières contraint les possibilités de relance budgétaire ; ensuite, la banque centrale voit sa politique monétaire entravée par la progression du crédit, des sorties importantes de capitaux privés et

le risque de surchauffe. À l'horizon de notre prévision, et compte tenu de nos prévisions de prix des matières premières, la croissance devrait donc se maintenir sous la barre des 3 %.

Graphique. PIB en volume



Sources : Sources nationales.